



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFET DE LA DROME

**RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX
CONCERNANT
PRISE D'EAU SOUTERRAINE "TROU DE L'AYGUE" PARCELLE D23 À SAINT AGNAN EN VERCORS
COMMUNE DE SAINT-AGNAN-EN-VERCORS**

DOSSIER N° 26-2021-00097

Le préfet de la DROME

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU l'arrêté préfectoral N° 26-2019-08-05-001 du 5 août 2019 portant délégation de signature à Isabelle NUTI, Directrice Départementale des Territoires ;

VU l'arrêté préfectoral N° 26-2021-04-08-00005 du 8 avril 2021 portant subdélégation de signature aux agents de la DDT de la Drôme ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 17 Mai 2021, présenté par Syndicat Intercommunal pour l'Eau et l'Assainissement du Vercors (SIEAV), enregistré sous le n° 26-2021-00097 et relatif à : Prise d'eau souterraine "Trou de l'Aygue" parcelle D23 à SAINT AGNAN EN VERCORS ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**Syndicat Intercommunal pour l'Eau et l'Assainissement du Vercors (SIEAV)
Hôtel de Ville
26420 CHAPELLE-EN-VERCORS**

concernant :

Prise d'eau souterraine "Trou de l'Aygue" parcelle D23 à SAINT AGNAN EN VERCORS

dont la réalisation est prévue dans la commune de SAINT-AGNAN-EN-VERCORS

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de SAINT-AGNAN-EN-VERCORS

où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la DROME durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois **par courrier ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible via le site internet www.telerecours.fr**. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Valence, le 17 mai 2021

**Pour le Préfet de la Drôme
et par subdélégation**
L'Ingénieur de l'Agriculture
et de l'Environnement

Signé

Olivier CARSANA

**PJ : liste des arrêtés de prescriptions
générales**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

ANNEXE

LISTE DES ARRÊTÉS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

- Arrêté du 11 septembre 2003 (1.1.1.0)



PRÉFET DE LA DRÔME

Liberté
Égalité
Fraternité

Affaire suivie par :

Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes
Délégation départementale de la Drôme
Service santé environnement
Corinne CHANTEPERDRIX
04 26 20 91 68
Corinne.chanteperdrix@ars.sante.fr
Courrier : CS 93383 - 69418 Lyon cedex 03

Monsieur le Président
SIEA VERCORS
Le village
26420 SAINT AGNAN EN VERCORS

Réf. :

Valence, le 11-08-2021

Objet : Recaptage de la ressource du trou de l'Aygue

PJ :

Monsieur le Président,

Mon service a pris connaissance de l'avant-projet de recaptage de la ressource du Trou de l'Aygue à St Agnan en Vercors (Artelia, Idées Eaux, BEAUR / Février 2021). Ce projet vise à améliorer les ouvrages de captage qui sont anciens (1937) et à sécuriser les canalisations d'adduction vis-à-vis des chutes de bloc.

Le nouveau captage permettra de récupérer l'intégralité du débit présent dans le collecteur principal karstique, en amont de la dispersion au sein d'horizons géologiques plus marneux, en amont d'un laminoir qui présente une hauteur sous plafond de l'ordre de 0,3 m à 0,5 m sur un linéaire de 80 mètres environ. Le débit capté pourra être porté à 130 l/s au maximum alors que le débit autorisé pour la production d'eau potable est de 32 m³/h (8,9 l/s). Une partie de l'eau captée pourra être utilisée ultérieurement pour un turbinage hydroélectrique sur une dérivation de la canalisation d'adduction, posée à l'aval du périmètre de protection immédiat du captage.

Dans le cadre de cet avant-projet, l'avis d'un hydrogéologue agréé a été requis et M. LANGLOIS a rendu son rapport en date du 14 juillet 2021. Il émet un avis favorable à la réalisation de ces travaux tout en soulignant que l'entretien du captage sera rendu plus complexe en raison de la difficulté d'accès par le laminoir. La maintenance consistera en une visite par 2 agents afin de procéder au dégravement manuel et à la vidange du barrage, à l'aide d'une vanne de fond, pour évacuer les fines. Toutefois, la ressource n'est pas sujette à la turbidité et la fréquence d'entretien est faible.

Les mesures de protection du captage sont définies l'arrêté inter préfectoral du 30 avril 2002 (Préfet de la Drôme) et 17 mai 2002 (préfet de l'Isère). Elles sont suffisantes et restent inchangées.

Il est rappelé que le captage est autorisé pour un usage de l'eau en vue de la consommation humaine et qu'il a fait l'objet d'une procédure de déclaration d'utilité publique pour cet usage. Aussi l'usage de l'eau destinée à la consommation humaine reste **prioritaire et permanent**. L'eau doit être produite en quantité et à une pression suffisantes pour cet usage.

Pour conclure, j'émet **un avis favorable** à la réalisation des travaux au captage du Trou de l'Aygues et à la sécurisation de la conduite d'adduction **sous réserve du respect des conditions définies** en pages 13 et 14 **du rapport de l'hydrogéologue agréé du 14 juillet 2021 pour les phases de conception, de travaux et d'exploitation du captage.**

La modification de l'arrêté inter préfectoral concernant le volume de prélèvement relève de la compétence de la DDT.

L'avant-projet d'installation de turbines hydroélectriques sera présenté à l'ARS en vue de son autorisation. Celle-ci est instruite conformément à l'avis de l'AFSSA d'octobre 2008 intitulé « Lignes directrices pour l'installation de turbines hydroélectriques sur des canalisations d'eaux brutes utilisées pour la production d'eaux destinées à la consommation humaine, sur des canalisations d'eaux en cours de traitement et sur des canalisations d'eaux destinées à la consommation humaine ».

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes sincères salutations.

P/ Pour la Préfète et par délégation,
Nigite VITRY

Copie à :

DDT – SEFEN - 26000 VALENCE

ARS- délégation de l'Isère - Cellule EAUX